

A R R E T E

du 9 novembre 2004 portant prescriptions d'urgence à la Compagnie Rhénane de Raffinage (C.R.R.)

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

VU le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 512.7 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre précité ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 autorisant la Compagnie Rhénane de Raffinage (CRR) à une raffinerie sur le territoire de la commune de Reichstett ;

VU le rapport du 8 novembre 2004 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées ;

CONSIDERANT que l'incendie survenu le 7 novembre 2004 à la CRR est susceptible d'avoir dégradé les installations de viscoréduction et les installations voisines ;

CONSIDERANT que cette situation est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement précité ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'expliquer le plus complètement possible les causes de cet incendie et de prévoir les mesures nécessaires pour en prévenir le retour ;

CONSIDERANT que dans ces conditions il apparaît nécessaire, conformément aux dispositions de l'article L 512.7 du Code de l'environnement, de prescrire à la Compagnie Rhénane de Raffinage la mise en œuvre d'urgence de mesures conservatoires destinées à préserver les intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'urgence de cette situation ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRETE

Article 1 : Vérifications des lignes et circuits traversant le secteur viscoréduction

La Compagnie Rhénane de Raffinage (C.R.R.), Route départementale 37 à Reichstett, transmettra à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, **le 12 novembre 2004 au plus tard**, les comptes rendus des vérifications faites sur les lignes, canalisations et les circuits d'instrumentation et d'alimentation susceptibles d'avoir été endommagés par l'incendie et desservant des installations remises ou restées en service.

Ce rapport devra démontrer que toutes les fonctions importantes pour la sécurité sont assurées.

Article 2 : Vérifications des installations du secteur viscoréduction

Avant redémarrage de la viscoréduction, la C.R.R. procédera à une analyse de risques et en transmettra les conclusions à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le rapport devra démontrer que toutes les fonctions importantes pour la sécurité sont assurées.

Article 3 :

La C.R.R. transmettra **sous 1 mois** un premier rapport sur les causes de l'incident et les moyens propres à en éviter le retour..

Article 4 -- Frais :

L'ensemble des investigations réalisées en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Commandant du Groupement de Gendarmerie et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à STRASBOURG, le 9 novembre 2004

Le Préfet,

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.